

Lutte de classe

La part des revenus est tombé à un « niveau historiquement bas »

L'économiste en chef de la banque Morgan Stanley, Stephen Roach, lors du forum de Davos qui vient de se tenir, a expliqué pour *Le Monde*, que la part des revenus bruts (comprenant salaires, transferts sociaux, retraites) dans le revenu national de l'ensemble des pays où le capitalisme est le plus développé (États-Unis, Eurozone, Grande-Bretagne, Japon, Canada) est tombée l'an passé à moins de 54 %, « *niveau historiquement bas* », tandis que la part des profits a grimpé à près de 16 %.

Autrement dit, les inégalités entre les exploités et les exploités, entre les plus pauvres et les plus riches n'a fait que s'accroître. La « *répartition des richesses* », thème cher à la LCR et à LO, a du plomb dans l'aile, toute comme « *l'humanisation* » du capitalisme cher aux altermondialistes.

Normalement, poursuit-il, lorsque la productivité s'améliore, les salariés en touchent les bénéfices. Or, et c'est là le nœud du problème, c'est de moins en moins vrai, ou, plutôt, c'est vrai, mais pour un nombre toujours plus restreint de gens. Le salaire médian (la moitié des salariés gagnent moins) stagne aux États-Unis. On pourrait faire le même constat en France.

Eh oui, le système économique capitaliste est de plus en plus incapable de résoudre les contradictions des lois internes de son fonctionnement, donc il doit céder la place et disparaître !

Les salariés qui s'en sortent sont ceux qui peuvent faire valoir « *une qualité spécifique* » de leur travail et qui ne trouvent pas de rivaux ailleurs à moins cher. C'est un défi pour tous : « *Le salaire n'est pas donné, chacun doit montrer ce dont il est capable.* » Changement individuel énorme par rapport à la période précédente. Même les emplois de service, qu'on a cru longtemps protégés, sont de plus en plus soumis à cette pression, puisque le travail des programmeurs informatiques, des designers, des comptables, des analystes et même des médecins est délocalisable.

On a là la conséquence de la remise en cause de la législation du travail dans chaque pays, en France, le Code du travail et les conventions collectives, qui tend de plus en plus à favoriser l'individualisation du salaire et des conditions de travail, renforçant la concurrence que se livrent les travailleurs entre eux, détruisant au passage toute notion de droit collectif comme moyen élémentaire de résistance au capital.

Avant la mensualisation qui a été généralisée au début des années 70, si j'ai bonne mémoire, un très grand nombre d'ouvriers étaient payés à la tâche ou aux pièces, aucun ouvrier ne recevait le même salaire un mois sur l'autre. Indirectement, on en revient à cette pratique qui rend le niveau de salaire aléatoire et fluctuant entre travailleurs. L'avantage pour les patrons, c'est que l'ouvrier n'a pas d'autre moyen pour augmenter son salaire de base misérable que de travailler davantage, parfois jusqu'à la limite de ses forces, ce que faisait notamment mon père pour assurer notre survie. C'est exactement dans ce cadre que se situent les discours de Sarkozy et Royal. Le « *dialogue social* » sur « *les parcours professionnels et l'emploi* » entre le gouvernement, le Medef et les dirigeants syndicaux s'inscrivent également dans cette logique d'individualisation des conditions de travail et de rémunération de chaque travailleur face au patronat, d'où la nécessité de les dénoncer et d'appeler à les boycotter.

En réponse à la question du journaliste du *Monde* : Est-ce un phénomène durable, structurel ?, Stephen Roach a répondu qu'il s'agissait d' « *une transition sans doute, mais pénible et qui va durer longtemps* ». Car, dans les démocraties industrielles, les syndicats sont trop faibles pour obtenir une meilleure part du gâteau. Les revendications vont alors se tourner vers la classe politique, qui est sensible au nombre, a-t-il poursuivi.

Cet économiste bourgeois effleure la question essentielle que nous avons à résoudre. D'une part, il n'est pas pensable que la pauvreté, la précarité et le chômage massif soient supportés plus longtemps par des millions de travailleurs et leurs familles sans que se produise à court terme une explosion sociale, d'autre part, la question n'est pas exactement la faiblesse des syndicats en général, mais plutôt le rejet par le prolétariat des appareils qui contrôlent les syndicats et qui pourrait déboucher

directement sur une mobilisation à caractère politique, ces deux facteurs devraient servir de base pour déterminer notre orientation politique.

Cet économiste est d'une certaine manière plus lucide que la plupart de nos soi-disant révolutionnaires qu'il faut sans cesse secouer de leur torpeur, car ce qu'il dit en réalité et qui rejoint mon propre constat, c'est que les questions économiques ne peuvent pas ou ne peuvent plus être réglées autrement qu'au niveau politique. Les camarades qui consacrent la plupart de leur activité militante aux questions économiques sans les relier à la question politique du pouvoir perdent leur temps, voilà ce que l'économiste en chef d'une des plus grandes banques d'affaires américaine leur explique, peut-être voudront-ils l'écouter, puisque ce que je n'arrête pas de leur expliquer les laisse apparemment indifférent.

J'ajouterai qu'étant donné qu'aucun candidat ne veut poser la question déterminante de la remise en cause du pouvoir politique de la bourgeoisie, le boycott des élections présidentielles demeure bien la seule position correspondant à la situation à laquelle se trouve confronté le prolétariat.

Pour finir, Stephen Roach a expliqué que la variable essentielle, c'était le temps : les changements s'accroissent, alors que les pays développés mettent du temps à s'adapter. Là réside la gravité du problème et le danger. Tout comme J. Attali, il a raison d'avoir peur (voir l'article que j'ai consacré à un interview que J. Attali avait donné au journal *Le Monde*).

Ce qu'il ne peut pas comprendre en revanche, c'est que pour que la législation du travail dans les pays développés s'adapte à celle des pays comme la Chine ou l'Inde, il faudrait que les gouvernements des différents États soient en mesure d'infliger une défaite décisive à leur propre prolétariat, or il n'est pas dit que l'issue de cet affrontement permettrait au capitalisme d'assurer sa pérennité. Certes, il peut compter sur le soutien sans faille des appareils pourris du mouvement ouvrier pour avancer dans cette voie, mais jusqu'à un certain point seulement, car aller plus loin dans cette démarche de collaboration de classes ouverte avec le capitalisme serait prendre le risque que se constitue un parti révolutionnaire du prolétariat. On constate tout de même que le soutien des appareils au capitalisme est de plus en plus conséquent. Question : après ce qui a été dit plus haut, comment peut-on l'expliquer ?

Aujourd'hui, si les appareils traîtres réformistes et stalinien vont encore plus loin dans le soutien qu'ils apportent au patronat, ce n'est pas uniquement pour répondre à des besoins nouveaux formulés par le capitalisme, ces besoins ont toujours plus ou moins existés, mais parce qu'ils savent qu'ils peuvent compter sur la collaboration du PT, la LCR et LO pour neutraliser le mouvement ouvrier. Ces trois organisations qui jouaient encore il y a 25 ou 30 ans le rôle d'aiguillon de la mobilisation des masses ont entre temps totalement capitulé devant la bourgeoisie, l'un réduisant son programme politique à la défense de la démocratie bourgeoise, les deux autres à la répartition des richesses dans le cadre de l'État bourgeois. Le champ de la collaboration de classes s'est élargie à ces trois organisations dont les syndicats sont le principal fond de commerce. Les représentants de la bourgeoisie tout comme les appareils savent pertinemment que le PT, la LCR et LO constituent le meilleur obstacle à la construction d'un véritable parti révolutionnaire, d'où leur relatif optimisme quant à l'avenir du capitalisme.

Ce qui est difficile dans la situation actuelle, c'est d'arriver à faire prendre conscience aux militants de ces organisations et à ceux qui gravitent autour, qu'elles jouent un rôle contre-révolutionnaire actif pour qu'ils s'en détachent et constituent un véritable parti révolutionnaire.

Ce qui est difficile, c'est d'arriver à faire comprendre à ces militants que ce n'est pas le modèle du parti bolchevik qui serait obsolète ou inapproprié à notre époque, ou pire qui conduirait automatiquement au stalinisme, mais l'interprétation erronée ou frauduleuse qu'en ont fait les ex-dirigeants du PCI que les militants identifient consciemment ou non au parti de Lénine, alors que le PCI ou le courant communiste internationaliste du PT n'avait et n'a rien à voir avec la conception démocratique du parti que nous devons construire.

Tant que nous n'aurons pas épuisé cette question, les Stephen Roach et Cie. pourront s'inquiéter, sans pour autant en perdre le sommeil.

(source *Le Monde* : 30.01.07)